

Certificats d'économie d'énergie : les élus locaux demandent de la cohérence et de la stabilité pour poursuivre la transition énergétique juste dans leurs territoires

Alors que les discussions gouvernementales sont en cours concernant la 6e période des certificats d'économie d'énergie, une soixantaine d'élu.es de Département, intercommunalités ou communes appellent le gouvernement à assurer une continuité des programmes d'accompagnement financés par le dispositif. Ces programmes sont aujourd'hui indispensables pour mener des actions de réduction des consommations d'énergie, d'accompagnement au changement de pratiques et de lutte contre la précarité énergétique, dans le bâtiment ou les mobilités du quotidien.

Une précarité galopante

Engagé.e.s sur nos territoires, nous observons ces dernières années un nouveau visage de la précarité. Pour une partie de nos concitoyens et concitoyennes, les difficultés s'accumulent et accéder aux besoins énergétiques essentiels est devenu un luxe. [1 personne sur 5](#) ne parvient plus à payer ses factures d'énergie et souffre du froid dans son logement l'hiver et de la chaleur l'été. Et près [d'une personne sur 5](#) rencontre des difficultés à se déplacer librement, régulièrement ou à un coût supportable pour accéder à l'emploi, aux soins et autres services publics.

Des programmes d'accompagnement qui ont fait leur preuve

En qualité d'élu.es, Il est de notre devoir de déployer sur nos territoires des solutions concrètes pour accompagner en premier lieu les personnes fragilisées. Les certificats d'économie d'énergie (CEE) représentent une source de financement pour répondre à ces besoins de terrain. Nous avons fait le choix de saisir cette opportunité et d'engager nos collectivités dans des programmes ambitieux de lutte contre la précarité énergétique, de rénovation énergétique des bâtiments, et de déploiement de solutions de mobilité et de logistique urbaine durable et inclusive. Aujourd'hui, ces programmes regroupent 2 500 collectivités engagées et représentent 100 millions d'euros versés aux territoires pour agir sur le terrain. Il s'agit de repérer, accompagner, et proposer des services pour les personnes en difficultés financières, vivant dans un habitat souvent indigne, privées de moyen de transport, et lutter contre le non-recours aux dispositifs d'aides. Les différents programmes financés par les CEE nous permettent d'articuler action sociale et engagement environnemental pour que les publics les plus fragilisés sortent gagnants de la transition énergétique.

Des ressources en berne et un besoin de financement grandissant

D'après le Comité des Finances locales, en 2025, les efforts financiers demandés, les coupes budgétaires dans le budget de l'État comme sur le fonds vert et l'augmentation des charges, vont coûter [7 milliards d'euros](#) à nos collectivités. Et ces

contraintes budgétaires vont s'intensifier en 2026, avec une instabilité croissante. Dans le même temps, pour développer des infrastructures de mobilités alternatives (transport collectif, ferroviaire, aménagements cyclables), la rénovation des bâtiments publics, etc., [11 milliards d'euros](#) supplémentaires doivent être engagés chaque année d'ici à 2030 par les collectivités, selon l'institut pour l'économie du climat (I4CE), sans parler des besoins d'accompagnement des personnes. Et accélérer l'action énergie climat des collectivités et conduire la transformation de nos territoires nécessitent d'investir au minimum 1,5 milliard d'euros supplémentaire par an, pour des moyens humains à la hauteur des besoins.

Nous n'attendons pas des subventions massives pour agir : nous demandons une vision cohérente permettant d'inscrire notre action sur le long terme alors que l'environnement budgétaire d'aide de l'État se réduit.

Dans ce contexte, et alors même que les discussions sont en cours sur la 6e période des certificats d'économie d'énergie, nous appelons le gouvernement à assurer une continuité dans ce dispositif en maintenant les programmes d'accompagnement, indispensables pour poursuivre l'engagement de nos territoires en faveur d'une transformation sociale et écologique.

Signataires :

Agnès Laigre, vice-président, Communauté de communes des Vallées d'Auge et du Merlerault

Agnès Alfonso-Chariol, vice-présidente protection environnement, Communauté de communes du Grand Saint-Emilionnais

Alain Normand, Maire, Saint-Erme Outre et Ramecourt

Anne-Sophie De Besses, adjointe au maire développement durable et promotion de la santé, Ville de Pont de l'Arche

Bernard Scerri, Président, EPCI de Septmont

Betty Bas, Maire, Missy Les Pierrepont

Brigitte Monnet, vice-présidente, Communauté de communes Porte du Jura

Caroline Mitouart, Maire, Commune de Montaigu

Céline Segaut, adjointe au Maire, Ychoux

Christophe Boselli, Maire, Chaudardes Champagne Picarde

Christophe Knobloc, Maire, Commune de Wittisheim

Christopher Liénard, adjoint au Maire, Ville de Faches-Thumesnil

Christian Cesses, conseiller municipal, Fendeille

Christine Lafficher Le Flohic, adjointe au Maire, Yvignac la tour

Claude Janier, Maire, commune de Vevy

Damien Robert, Maire, Commune de Pignicourt

Denis Briant, élu mobilités, La Chapelle sur Erdre

Didier Llachambre, Maire, Champagne Picarde
Emilie Lejeune, adjointe au Maire, Ville d'Angres
Francis Marlier, Maire, Concevreux
François Cuillandre, président, Brest Métropole
Frédéric Vilhes, vice-président de la communauté de communes Dronne et belle
Guillaume Coutey, Maire de Malaunay
Gwenola Berhault, adjointe, Broons
Hervé Bollinne, Maire, Bertricourt
Jacques Breillat, président, Communauté de Communes Castillon Pujols
Janine Crivelli, adjointe au Maire, Serpaize
Jean-Christophe Caron, Maire adjoint, Emieville
Jean-Claude Omont, vice-président et adjoint, EPCI et Commune de Blere
Jean-Luc Gouyette, vice-président habitat gens du voyage, Agglomération Lamballe
Terre et Mer
Jean-Marc Lerat, Maire, Plaimbois du miroir
Kattalin Fortuné, conseillère départementale, Département de l'Aude
Laure Curvale, vice-présidente à la transition écologique, Département de la Gironde
Lionel Mortini, président, Communauté de communes Ile-Rousse - Balagne
Maarten Douze, conseiller municipal, Sorèze
Marc Huser, Maire, Commune de Bevons
Monique Ratinaud, Maire, Brantôme en Périgord
Morgane Bicrel, Plourin les Morlaix
Maria Da Silva, adjointe au Maire, Montfermeil
Marie-Christine Hallier, Maire, Berry au Bac
Nadia Estang, vice-présidente, Pays Sud Toulousain
Olivier Cavel, Maire, Evergnicourt
Paolo Da Encamação, Maire, Coucy les eppes
Pascal Renard, Maire- Adjoint, Fourchambault
Patricia Moutaud, adjointe, commune de La Souterraine
Peggy Georgelin, Maire déléguée, Mortain-Bocage
Philippe Decobert, Commune d'Aiglemont
Philippe Girard, conseiller municipal, Commune de Saint-Bonnet-près-Riom
Philippe Girardin, Président, Communauté de communes de la vallée de Kayzersberg
Philippe Glessier, vice-président délégué à la transition écologique et aux paysages,
Eurométropole de Metz
Pierre Genin, conseiller municipal, Commune de pertuis
Pierre Muller, conseiller municipal, La Roche des Arnauds
Pierre-Yves Daniel, Maire, Mellionnec
Rui Oliveira Santos, vice-président mobilités, Communauté d'agglomération Auch
Coeur de Gascogne
Sandrine Soulier, Maire, Pujaut
Sébastien Barles, adjoint au Maire, Ville de Marseille

Serge Cazena, Maire, Pexiora

Sylvie Guignard, première vice-présidente habitat-logement, politique de la ville et prévention

Valentin Lugenstrass, adjoint au Maire, Ville de Lyon

Véronique Brémond, adjointe au maire, Commune de Martigné Ferchaud

Valérie Fauchoux, adjointe mobilités et déplacement, ville de Rennes

Yoann Collin, Maire, Tourville-sur-arques

Yves Gambier, élu municipal, Communauté des communes Castelnaudary Lauragais

Audois